

**Commémoration Jaurès**  
**Albi, le 14 juin 2014**  
**Allocution de Thierry LEPAON**

Mesdames et Messieurs,

Chers amis, chers camarades

Il est des lieux, des moments et des circonstances où l'on ressent davantage le poids des responsabilités, de l'histoire, le lien qui uni chacune et chacun à notre passé, au peuple, aux autres, à la nation.

En cet endroit, à cet instant et presque un siècle après l'assassinat de Jaurès, prélude à l'effroyable boucherie que connurent les peuples du continent européen, des colonies et des Amériques, toute notre CGT reconnaît l'héritage de cette grande figure de l'histoire sociale.

Sa mort, la veille du déchaînement du militarisme et de la guerre des impérialismes, fut douloureusement ressentie à Carmaux et dans les faubourgs, par les mineurs comme par tous les producteurs et les forçats du travail.

Pourtant, au lieu d'être écrasés par l'image du grand homme, sa présence nous stimule, sa parole nous habite, sa pensée nous accompagne, sa vie et ses actes sont source d'inspiration.

Loin de répondre à un prétendu devoir de mémoire, loin du panthéon et d'un passé révolu, notre action continue, sous d'autres formes, son combat.

A nos oreilles retentit encore le cri repris par la foule et dans la presse : "ils ont tué Jaurès".

Il hurle dans nos têtes et nous parle.

Le peuple ne se trompe pas.

Il sait qui a armé le bras de l'assassin ce 31 juillet 1914.

« Ils », sont les militaristes, le chauvinisme, le cléricalisme, la bourgeoisie, les forces patronales et réactionnaires ; c'est la haine de classe.

Le peuple sait qu'au travers de Jaurès, c'est lui qu'on veut abattre.

« L'Histoire s'emparait, éplorée, alarmée  
De ce héros tué en avant des armées. »,

écrivait Anna de Noailles, quelques jours après.

Alors nous revoyons défiler des images fugitives du grand homme.

Il est devant nous et devant 150 000 personnes au pré Saint Gervais, lors de la manifestation du 25 mai 1913 contre la loi de trois ans, contre la guerre.

Je le vois penché en avant, mains tendues et paumes ouvertes s'adressant à la chambre des députés dans une attitude de philosophe et de directeur de conscience qui impose le respect.

Nous l'imaginons au travers de la description du grand écrivain Stefan Zweig. Avec son « dos large comme celui d'un portefaix, une nuque de taureau courte et massive », il donne l'impression d'une « force paysanne que rien ne saurait ébranler ».

Il savait créer chaleur et vie autour de lui pour laisser libre cours à sa vitalité créatrice et à son attention bienveillante.

Nous entendons sa voix de tribun capable de synthétiser, de démêler les situations les plus complexes, de rassembler et en même temps d'assumer la controverse.

" Pour bien se comprendre, il faut savoir se cogner un peu " dira-t-il.

En même temps, le torrent de son discours roule irrésistible, galvanise, entraîne, subjugue, même ses adversaires.

Sa prodigieuse éloquence fascine.

Nous suivons son parcours de vie, d'expérience, de réflexion et de construction.

L'élu républicain à 25 ans à l'Assemblée nationale fut aussi celui qui su s'opposer à son mentor républicain local Bernard Lavergne dès 1893, et affirmer que pour aller "jusqu'au bout", la République appelle la révolution.

La République sera sociale ou ne sera pas.

Nous entendons encore les échos de la controverse des deux méthodes à Lille avec Jules Guesde et l'affirmation claire des valeurs républicaines, démocratiques et universelles par Jaurès qui justifient sa défense intransigeante de Dreyfus.

Enfin, nous l'écoutons s'opposer fermement à l'Assemblée nationale au « premier flic de France », à celui qui s'est fait l'homme de la bourgeoisie, le briseur de grève Clémenceau.

Il n'assimile jamais quelques réactions ouvrières avec la violence d'Etat et la violence des Conseils d'Administration.

Non, décidément, cet homme n'était pas un homme ordinaire.

Sa haute stature imposait le respect aussi bien qu'elle attirait la haine.

Il se donnait tout entier.

Il n'entretenait pas l'ambiguïté et la duplicité ; il n'usait pas d'un double langage.

Il incarnait le courage.

Il savait s'opposer aux forces réactionnaires, à la vindicte de la classe dominante.

Il savait aller au bout de ses idées, de ses convictions.

Son engagement était entier ; il était la parole et l'acte.

Il met en péril sa vie et n'hésite pas à provoquer Déroulède en duel.

L'engagement est si total que la mort sera au bout du chemin.

Il incarnait aussi la fidélité.

C'est d'abord la fidélité à sa terre natale.

La ville lumière pouvait briller de mille feux, lui connaissait ses racines et savait ce qu'il devait à ce département.

Mais la fidélité est avant tout question de valeurs.

Pour le jeune homme, ce sont d'abord celles de la République.

Mais ses valeurs sont de bien peu de poids face au réel.

Elles demeureront lettres mortes si la politique ne s'ancre pas sur le social.

Le jeune député le découvre bientôt.

Au tournant des années 1890, l'homme en fait l'expérience concrète.

Que reste-t-il de la République si un ouvrier mineur démocratiquement élu maire d'une cité ouvrière peut perdre son travail au motif que son mandat entraîne de trop fréquentes absences ?

Ainsi s'articule ce qui est appelé à l'époque la « question politique » et la « question sociale ».

La victoire historique des ouvriers de Carmaux, la réintégration de Calvignac et la démission du Marquis de Solage prouvent que grâce au combat des ouvriers, l'égalité, qui n'était bien souvent qu'une fiction, sera tous les jours davantage une réalité.

De 1893 jusqu'à sa mort, Jaurès sera fidèle à Carmaux.

S'il est fidèle à sa ville, c'est qu'il est fidèle à la classe ouvrière.

En ces années du tournant du siècle, la conflictualité est très vive, le mouvement ouvrier est dans une dynamique ascendante avec la création de la CGT.

Dans ce bouillonnement social, Jaurès a su apprendre et tirer enseignements, apporter et écouter, allier l'idéal et le réel.

Ses prises de position et déplacements sont innombrables depuis les traminots toulousains ou les dockers de Marseille aux mineurs du Nord-Pas-de-Calais, de Montceau et d'ailleurs, les mégissiers de Graulhet ou encore les chaussonniers de Fougères ...

Mais, chez lui, nulle récupération, nulle tentative d'instrumentalisation, il ne se substitue pas à la parole ouvrière.

Il ne se rend sur une grève qu'appelé par les grévistes.

« Nous ne nous rendons jamais aux grèves que quand le prolétariat nous appelle », déclare-t-il.

Cette fidélité est aussi celle qui lui fait choisir l'intérêt de classe à des intérêts électoraux en apparence immédiats.

C'est son choix durant la grève générale des Verriers de Carmaux déclenchée le 31 juillet 1895.

Il assume et suggère l'exode des verriers à Albi pour fonder une verrerie ouvrière.

C'est le choix de la solidarité ouvrière, en accord avec les syndicalistes et les coopérateurs de différentes origines.

La « boutique » s'éloigne alors de la « sociale » et il est battu aux élections de aux élections de 1898.

Fidélité à la classe ouvrière ou électoralisme : il faut parfois choisir.

Il peut chanter « La Carmagnole » pour l'inauguration de la verrerie ouvrière.

Cette œuvre héroïque pose la question de l'exercice du pouvoir dans une entreprise soumise aux lois du marché et aux modes de fonctionnement du capitalisme.

Nouveau défi.

Ainsi, le militant se confronte concrètement au réel pour construire, créer et rester fidèle aux intérêts à court, moyen et long terme du prolétariat.

La coopérative ouvrière est une réponse partielle et immédiate à la question de la propriété.

C'est une question centrale pour Jaurès, héritage, pour lui, du vieux socialisme français aussi bien que de la lecture, en allemand, du tome 1 du Capital de Karl Marx.

La collectivisation des moyens de production est un objectif réaliste, capable de répondre aux problèmes sociaux de l'époque.

Ainsi, la verrerie ouvrière pour laquelle les ouvriers venus de Carmaux ont tant souffert, ne sera pas une « verrerie aux verriers », pensent ses partisans, mais la propriété collective du prolétariat.

C'est au droit de propriété que se sont heurtés ou que se heurtent encore aujourd'hui les Fralib, les Pilpa, les Pétroplus, Alstom et tant d'autres.

C'est ce droit de propriété que défend le Conseil constitutionnel, aujourd'hui, contre le droit du travail en déclarant inconstitutionnelle la très modeste loi Florange.

Réforme ou révolution : la question des avancées immédiates était donc posée, en acte, par le député Jaurès.

Pour lui, l'urgente besogne, après la loi de séparation de l'église et de l'Etat, était de mettre en place les « réformes sociales » nécessaires en lien avec le syndicalisme.

Ce sont d'abord les « retraites ouvrières et paysannes ».

Plus encore, il écrit : « La République, stimulée par le socialisme, pressée par la classe des travailleurs, commence à instituer cette assurance sociale qui doit s'appliquer à tous les risques, à la maladie comme à la vieillesse, au chômage et au décès comme à l'accident. »

Il faudra encore, nous le savons, 40 ans pour instituer la Sécurité Sociale. Un siècle plus tard, cependant, cette grande et belle idée est remise en cause par le patronat et le gouvernement.

Rien n'est cependant simple.

Les propositions de réforme ne surgissent pas soudainement et miraculeusement d'un seul cerveau.

Elles naissent du bouillonnement social en cours.

La relation, pour un représentant du peuple, un député, avec le mouvement syndical est, ou devrait être, essentielle.

Mais d'abord qu'est-ce que représenter ?

Pour le grand tribun ce ne fut pas une question mais une situation de fait.

Ce furent les mineurs qui l'adoubèrent et le choisirent.

Il fut avant tout porté par les ouvriers et par le peuple.

Il ne choisit pas ; il fut choisi.

Dès lors, ce choix initial l'obligea et le tint jusqu'à la mort.

Pourquoi cette confiance ?

Là est le grand mystère mais il est l'essentiel.

Jaurès allait représenter la classe ouvrière.

Il n'était pourtant pas la classe ouvrière.

Il ne faisait que venir à la place.

La classe ouvrière se reconnaissait dans ses discours, dans son opposition radicale à ses contradicteurs, au pouvoir d'Etat et à la classe dominante. Il portait la parole ouvrière.

Ce n'était même pas simplement d'égal à égal qu'il s'adressait à ses adversaires.

Il avait assimilé toute leur culture pour la mieux maîtriser et pouvoir la critiquer à la lumière de la pensée progressiste du moment.

Le grand intellectuel, formé aux humanités, grand lecteur, savait transmettre aussi bien qu'écouter.

Dans la « Dépêche de Toulouse », il faisait connaître et voyager avec les écrivains contemporains sous le pseudonyme du « liseur ».

La profondeur de sa pensée passait dans ses articles, servis par une impressionnante maîtrise de la langue, une logique implacable propre à l'agrégé de philosophie, la fréquentation des auteurs anciens ou contemporains.

Mais il faut encore beaucoup plus pour porter la parole du peuple.

Il faut beaucoup d'humilité et savoir écouter.

La tâche est immense.

Intellectuel reconnu, lui-même avait été impressionné par ces militants ouvriers si fiers, si pertinents, si assoiffés de culture, si porteurs d'avenir: Jean-Baptiste Calvignac, Jean-Michel Aucouturier, Jean Roché, l'instituteur et tant d'autres.

C'était cette fierté ouvrière qu'il transmettait et l'image de ses femmes et de ces hommes qu'il projetait sur le devant de la scène.

C'est précisément à cette question que notre démocratie est confrontée.

L'ensemble du système de représentation est mis à mal dans nos sociétés et d'abord au plan politique comme l'ont confirmé les élections municipales et européennes.

Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement ?

La liste Calvignac aux élections municipales de Carmaux affichait son caractère de classe avec 15 mineurs, 3 verriers, 4 ouvriers d'Etat.

Combien d'ouvriers et d'employés sont aujourd'hui présentés au suffrage populaire ?

Souvent, sans jamais avoir travaillé, celles et ceux qui prétendent représenter les électeurs passent directement des mêmes écoles, quelques fois des mêmes promotions, avec les mêmes parcours, les mêmes formations et une consanguinité malsaine aux fonctions électives.

Recrutés dans les mêmes milieux ils reproduisent les mêmes préjugés de classe. La démocratie est malade de ce système.

La démocratie, dans toutes ses dimensions, pose la question des rapports du pouvoir politique à la société dans son ensemble.

Il y a plus d'un siècle, dans un autre contexte, des réponses devaient déjà être trouvées aux rapports complexes entretenus entre le combat syndical et le combat politique, entre le parti et le syndicat.

Les débats furent âpres.

Jaurès, à sa place, y participa dans une relation à la fois d'extériorité et de proximité avec la jeune CGT.

La proximité se manifestait dans la chronique qu'il offrait dans l'Humanité à la CGT.

L'extériorité se manifeste par sa reconnaissance de l'indépendance absolue du mouvement syndical « qui ne prend son mot d'ordre dans aucune organisation extérieure » et « dont la substance même est en lui ».

Par conséquent, il estime que « Coopération, socialisme, syndicalisme sont trois forces distinctes et autonomes mais solidaires.

L'abaissement de l'une abaisse l'autre.

L'exaltation de l'une exalte les autres.

Et chacune périrait d'un prétention exclusive ».

Au même moment, la CGT, adoptait la Charte d'Amiens à laquelle nous restons fidèles ainsi que le stipulent nos statuts.

Elle affirme d'une part l'indépendance syndicale, d'autre part la double besogne du syndicalisme confédéré : travailler à « l'œuvre revendicatrice quotidienne » et préparer « l'émancipation intégrale ».

Chacun à sa place et dans son rôle, syndicat confédéré et parti progressiste, peuvent ainsi travailler à l'entreprise émancipatrice et « poursuivre en toute liberté, la transformation sociale ».

Là encore, il faut savoir se projeter, voir devant et plus loin que l'horizon.

La puissance de la pensée de Jaurès, est d'une grande utilité pour déchirer la nuit du malheur et aller voir derrière le rideau de l'ignorance pour éclairer le présent et ouvrir les chemins du progrès social.

C'est ainsi qu'à notre tour, nous pourrons faire humanité. ■